



Communiqué de presse – 27 septembre 2016

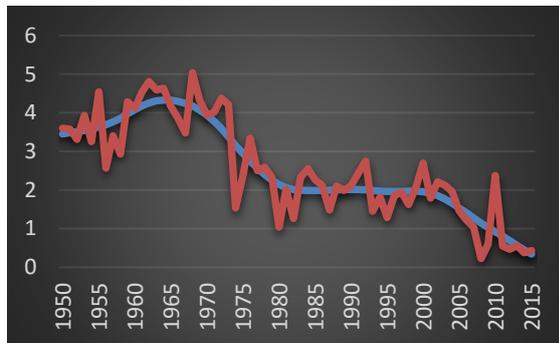
Document de travail n°2 - Productivité

Une fois n'est pas coutume cette publication de la Fondation IDEA pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses ; d'où son titre Productivité - tellement de désaccords : non pas tant que cela !

Comment expliquer la faiblesse prolongée des gains de productivité ?

S'il y a consensus sur le fait qu'il y a (et ce depuis plusieurs années) un ralentissement des gains de productivité au sein des pays de l'OCDE, il y toutefois « dissensus » sur les raisons de ce ralentissement.

Evolution de la productivité horaire¹ du travail au sein de l'OCDE



Entre les économistes qui considèrent que la faiblesse des gains de productivité résulte de fragilités statistiques compte tenu de la difficulté à « saisir » par les chiffres la transformation numérique de l'économie, ceux pour qui l'explication est à chercher du côté d'un manque de « réformes

structurelles », ceux qui y voient le résultat de l'avènement des « inventions gadget » voire la fin du progrès technologique, et ceux qui soutiennent que c'est la conséquence d'une phase d'apprentissage avant une nouvelle vague de forts gains de productivité basée sur l'exploitation optimale des nouvelles avancées scientifiques dans les domaines des transports, de la santé, de la communication, de l'énergie, de l'environnement, de la finance, de la robotique et de l'intelligence artificielle, il est pour le moins difficile d'avoir un avis tranché sur la question. Une lecture attentive de la littérature économique amène donc à conclure que la faiblesse des gains de productivité est davantage constatée qu'expliquée.

Quelles sont les recommandations généralement avancées pour améliorer la croissance de la productivité ?

Malgré le « dissensus » sur les raisons pouvant expliquer le recul des gains de productivité, il y avait (jusqu'à récemment) un relatif consensus sur les mesures à envisager afin de les redresser. Les recommandations usuelles se rapportaient le plus souvent au fait d'investir dans la R&D afin de stimuler l'innovation, d'améliorer les performances du système éducatif afin d'augmenter le niveau de capital humain de la population active, de réformer la réglementation des marchés de produits afin de faciliter la création et la croissance de nouvelles entreprises, et d'avoir un marché du travail flexible afin de faciliter la réallocation des emplois vers les secteurs les plus productifs.

¹La productivité horaire est ici mesurée en divisant le PIB par la quantité d'heures effectivement travaillées.

Les recommandations usuelles sont-elles suffisantes ?

S'il est important de renforcer les compétences de la population active, d'investir dans la R&D, et qu'il est potentiellement bienvenu de conduire des « réformes structurelles », les performances de pays bien positionnés dans ces domaines (Etats-Unis, Finlande, Suède, Royaume-Uni) permettent toutefois de « relativiser » le dividende en termes de gains de productivité à attendre de ces mesures.

Les pays développés auraient ainsi atteint un plateau en termes d'éducation (fin du dividende éducatif) : les gains (passés) liés à la massification des études ne pourront dès lors pas être reproduits à la même échelle à l'avenir. Au sein de l'Union européenne, la proportion de jeunes de 30 à 34 ans ayant atteint le niveau de l'enseignement supérieur est ainsi passée de 28% en 2005 à 38% en 2015, le taux des jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation est passé de 16% en 2005 à 11% en 2015, sans que cela ne permette une accélération des gains de productivité durant la dernière décennie.

Les gains de productivité ont reculé dans l'ensemble de l'OCDE alors que les dépenses de R&D sont restés en ligne avec les niveaux d'avant-crise (2,1% du PIB en 2000, 2,2% en 2007, 2,3% en 2014) ; d'ailleurs, des pays leaders technologiques qui ont maintenu (Etats-Unis), voire accru (Allemagne) leur niveau de dépenses en R&D ont quand même enregistré un ralentissement de leurs gains de productivité.

S'agissant des « réformes structurelles » relatives aux marchés de produits et du travail, une lecture attentive de la littérature

² Voir : European Commission (2016), « The Economic Impact of Selected Structural Reform Measures in Italy, France, Spain and Portugal ».

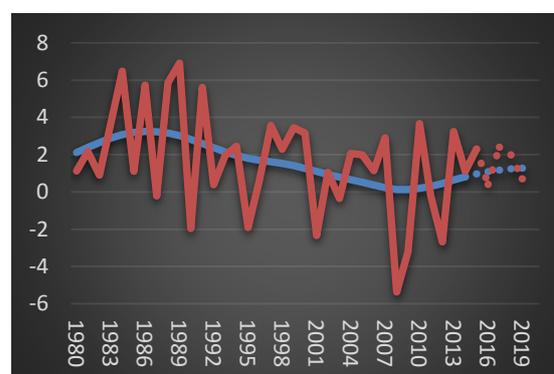
économique montre que leurs effets sur la productivité seraient en réalité plus ambigus que ce qui est usuellement avancé².

La productivité au Luxembourg : présent et avenir

Pays à niveau de productivité global très élevé, le Luxembourg connaît - comme la majorité des autres pays de l'OCDE - une stagnation des gains de productivité depuis la crise dont il est difficile de savoir précisément si elle n'est que passagère et à quel degré elle est « problématique ». Par exemple, la taille restreinte du marché du travail luxembourgeois a débouché sur des situations de rétention de main-d'œuvre durant la crise, sans doute justifiées par les difficultés de recrutement de profils qualifiés. L'effet - en partie cyclique - de cette rétention sur la productivité devrait donc à terme s'estomper.

A la faveur de la sortie de la crise, un redressement durable de la croissance de la productivité est donc probable³. Le programme de stabilité et de croissance (PSC) table d'ailleurs sur une progression annuelle de la productivité horaire de 1,2% entre 2016 et 2020 dans le pays.

Evolution de la productivité horaire du travail au Luxembourg



³ La productivité horaire a d'ailleurs évolué entre 2010 et 2015 à un rythme proche de celui observé entre 2001 – 2007.

Au-delà des recommandations usuelles !

Parce que les améliorations se rapportant aux déterminants usuels de la productivité (système éducatif, investissements en R&D, degrés de protection de l'emploi et de réglementation des marchés de produits), en plus d'être difficiles à mettre en œuvre dans le contexte luxembourgeois, pourraient (dans certains cas) ne déboucher que sur des gains de productivité supplémentaires faibles, nous proposons de faire rentrer dans la fonction objective des politiques en faveur de la productivité luxembourgeoise (axées autour de l'innovation, de l'éducation, de la création d'entreprises, de la simplification administrative, du soutien aux PME et de la diversification) 7 autres facteurs⁴ :

1- L'amélioration des relations entre les partenaires sociaux

Parce que la qualité des relations professionnelles entre salariés et employeurs (et leurs représentants respectifs) est considérée comme un déterminant de la performance économique des entreprises.

2- La modernisation du droit des faillites

Parce que des barrières à la sortie trop élevées sont de nature à nuire à la productivité en immobilisant dans des entreprises insuffisamment productives des ressources financières et du capital humain qui seraient, au profit de la productivité totale de l'économie, mieux utilisés si redéployés ailleurs, et parce que le cadre juridique pour la préservation des

entreprises et la résolution des faillites (dont certains éléments remontent à 1935) semble sous-optimal.

3- La création d'un écosystème favorable aux business-angels et au capital-risque domestique

Parce que si aux Etats-Unis près de 20% du PIB est réalisé par des entreprises ayant été financées par le capital-risque domestique, ce chiffre est proche de zéro au Luxembourg où le financement des entreprises locales par le capital-risque est encore balbutiant, et où le Gouvernement est encore au stade de publication « d'étude sur les possibilités de mise en place de sources de financement alternatives pour les PME⁵ ». Il est ainsi proposé de mettre sur pied un cadre qui incite - notamment des entrepreneurs à succès et des connaisseurs du monde de l'entreprise - à devenir des investisseurs providentiels (business-angels) afin de faire profiter les *start-ups* de leurs capitaux et de leurs conseils.

4- La transmission d'entreprise

Parce que les entreprises récemment transmises emploient généralement plus de salariés, et connaissent des taux d'investissement, de rentabilité et de survie supérieurs à ceux des entreprises nouvellement créées et que la transmission d'entreprises est une composante de l'entrepreneuriat qui semble sous-estimée au Luxembourg.

⁴ Au-delà de leur impact éventuel sur la productivité, ces recommandations, de bon sens, peuvent participer à améliorer l'environnement des affaires au Luxembourg.

⁵ Source : Ministère de l'Economie (2016), 4ème plan PME.

5- L'anticipation des potentielles ruptures induites par la transformation numérique

Parce que si la thèse d'une disparition du salariat à cause de l'automatisation et de la numérisation a été invalidée par des travaux de l'OCDE⁶ ; il n'en demeure pas moins vrai que les nouvelles technologies devraient continuer de modifier la nature du travail et les parcours professionnels, et que la poursuite du développement de l'économie numérique risque d'être biaisée (favorable seulement au profil très qualifié et créant parmi les entreprises une dynamique du « tout au gagnant »), avec des conséquences en termes d'inégalités, de concurrence et de productivité. Il semble par conséquent opportun de « penser » (par anticipation) à la réglementation⁷ adéquate de l'économie numérique et collaborative, tout en créant les conditions pour tirer parti, notamment en matière de formation, des opportunités permises par la numérisation.

6- La fiscalité

Parce que la fiscalité (des entreprises et des ménages) peut affecter la productivité *via* différents canaux (le coût du capital, l'offre de travail, la dynamique entrepreneuriale, les IDE, etc.). Il est par conséquent proposé de s'inspirer de l'Irlande - qui exonère d'impôt sur les sociétés les entreprises de moins de trois ans - et de la Belgique - qui dispense les PME de moins de 4 ans de versement d'une partie du précompte professionnel - et d'instaurer au Luxembourg une « faveur

fiscale » pour les jeunes entreprises. S'agissant de la fiscalité des personnes physiques, le Luxembourg se distingue en étant l'un des derniers pays à pratiquer l'imposition collective qui est largement considérée comme étant une incitation au travail à temps partiel ; il est ainsi proposé de « moderniser » la fiscalité des ménages au-delà de l'imposition optionnelle prévue dans le cadre de la réforme fiscale.

7- Le recours aux experts

L'économie est certes davantage une « science » de débats que de vérités, mais les discussions sur la productivité au Luxembourg devraient être « dépassionnées » et recourir, autant que possible, à des analyses d'experts. A ce titre, l'Observatoire de la compétitivité dont l'une des missions est la « diffusion d'informations sélectionnées et traitées, utiles à la prise de décision stratégique » - et qui pourrait à terme devenir un conseil national de la productivité⁸ - a un rôle d'éclaireur à tenir pour enrichir les connaissances (et analyses) à ce sujet, et permettre de lever le doute sur quelques « énigmes » de la productivité luxembourgeoise.

⁶ Voir : Arntz, M., T. Gregory et U. Zierahn (2016), « The Risk of Automation for Jobs in OECD Countries: A Comparative Analysis ».

⁷ Des dispositifs d'expérimentation - comme le « sandbox » régulateur dans le domaine des

FinTech - sont des initiatives à considérer en ce sens.

⁸ Voir :

<http://data.consilium.europa.eu/doc/document/S-T-10083-2016-INIT/fr/pdf>